

## **L'Union sociale pour l'habitat demande au Gouvernement de revenir sur la baisse des APL, et juge nécessaire d'engager une réflexion sur le coût du logement**

L'Union sociale pour l'habitat fait le constat que la question du pouvoir d'achat est un des motifs majeurs de la contestation sociale que connaît actuellement la France.

Le logement, qui mobilise une part croissante des revenus des Français, est un des leviers sur lequel une action publique forte et déterminée est attendue. Le Gouvernement, en imposant dès juillet 2017, une diminution des aides au logement, a contribué à la baisse du pouvoir d'achat de ménages aux revenus modestes.

L'USH demande au Gouvernement de revenir sur les baisses d'APL, au nom de la justice sociale.

L'USH propose par ailleurs que dans le cadre des consultations à venir, la question du logement soit mise à l'ordre du jour, non pas sous un prisme budgétariste, mais avec l'objectif d'améliorer concrètement la vie des Français.

Pour Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat, « *la baisse des APL, dans un pays qui connaît une précarisation croissante, était une erreur. Ce que dit le Mouvement Hlm, c'est que la question du logement ne se résume pas à un coût, mais qu'il s'agit d'une question sociale. Notre pays a besoin de pouvoir continuer à construire et gérer des Hlm de qualité pour les ménages aux revenus modestes. Le moment impose le développement d'une offre supplémentaire de logements sociaux. Mais cela passe par l'abandon de la baisse des aides au logement, dont on mesure aujourd'hui le caractère injuste.* »

**L'Union sociale pour l'habitat** représente, en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-mer, quelque 700 opérateurs Hlm à travers ses cinq fédérations (la Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat, les Entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération nationale des Sociétés coopératives d'Hlm (Coop'Hlm), PROCIVIS UES-AP et la Fédération nationale des Associations régionales d'organismes d'habitat social). Elle remplit trois missions : un rôle de représentation nationale auprès des pouvoirs publics, des médias, des milieux professionnels et de l'opinion publique ; une mission de réflexion, d'analyse et d'étude sur tous les dossiers relatifs à l'habitat et l'élaboration de propositions pour une politique sociale de l'habitat ; une fonction d'information, de conseil et d'assistance auprès des organismes Hlm afin de faciliter, rationaliser et développer leurs activités et leurs compétences professionnelles. En 2017, les organismes Hlm ont mis en chantier 87 000 logements neufs et logements-foyers, en ont acquis et amélioré 5 000 et acquis sans travaux 5 500. Ils détiennent et gèrent 4,5 millions de logements locatifs et 0,3 million de logements-foyers et logent environ 10 millions de personnes. Les opérateurs de logement social sont également d'importants acteurs de l'accession sociale à la propriété : 16 500 logements ont été vendus à des accédants, en secteur groupé ou en diffus. Animés par 12 000 administrateurs bénévoles, ils emploient 82 000 salariés. **Pour en savoir plus : [www.union-habitat.org](http://www.union-habitat.org)**

**Contacts presse :** Joachim Soënard / Alice Grapinet - Direction de la Communication  
Tél. : 01 40 75 52 56 ou 01 40 75 79 42 ou 07 64 57 85 66